



Anatomopathologie : un carrefour stratégique

L'anatomopathologie est la spécialité médicale qui étudie les modifications structurelles des organes et des tissus dues à une maladie, la plupart du temps d'origine cancéreuse. Président du SMPPF, Frédéric Staroz détaille les enjeux de cette discipline stratégique.

La France compte environ 1 500 spécialistes en anatomopathologie. Près de 650 d'entre eux œuvrent dans la sphère libérale. « L'exercice isolé tend à se raréfier », précise d'emblée Frédéric Staroz, président du Syndicat des Médecins Pathologistes Français (SMPPF). Cette discipline, peu connue du public, n'en reste pas moins stratégique. Elle présente un intérêt majeur pour l'identification des maladies, et plus particulièrement des tumeurs cancéreuses. « L'examen ACP est l'examen de référence pour le diagnostic de 95 % des cancers. Nos analyses sont un préalable indispensable, sauf cas d'urgence, à la mise en place du moindre traitement. » Prélèvements, biopsies, frottis, pièces opératoires : la visée est diagnostique, mais également pronostique, prédictive et théranostique.

Les techniques ont nettement progressé ces dernières années, au gré des innovations dans les domaines de la biologie moléculaire ou des thérapies ciblées. « Les diagnostics ont gagné en rapidité et en précision », confirme ce médecin installé à Quimper (29).

Un avenir menacé

Au-delà des difficultés démographiques « mal anticipées par les pouvoirs publics », notamment dans l'univers libéral, la profession doit relever de

nombreux défis. « Les structures collectives font face aux vellétés de rachat d'opérateurs privés », explique-t-il. L'exemple du secteur « voisin » de la biologie médicale est caractéristique. Les risques encourus sont connus et reconnus, entre financiarisation excessive de l'activité et perte totale de l'indépendance professionnelle. Certains acteurs, à l'instar des fonds de pension, auraient des desseins non souhaitables. « Ils veulent coupler les offres d'anatomopathologie et de biologie médicale pour profiter du système des ristournes, aujourd'hui interdites aux LBM. » Concrètement, la discipline pourrait devenir un produit d'appel, au détriment du métier et des patients. « Les temps d'examen et les logiques de travail ne sont pourtant pas les mêmes », prévient-il.

Une inégalité de traitement

Autre enjeu critique pour la profession : l'accès aux techniques innovantes. « Nous voulons profiter plus librement des tests-compagnons devenus de "routine", et actuellement monopolisés par les plates-formes de l'INCa », regrette Frédéric Staroz. « Nous ne réclamons pas de revalorisation salariale. Nous souhaitons simplement que ces actes soient portés à la nomenclature pour les pratiquer dans nos cabinets, avec des bénéfices sanitaires et économiques importants pour la collectivité. » Délais d'obtention des résultats supérieurs, inégalités en matière de prise en charge, médecine à deux vitesses : les contraintes observées sur le terrain sont un argument suffisant à ses yeux pour diffuser plus largement ces techniques dans le monde libéral. Les autorités sanitaires ont naturellement été alertées sur ces sujets, mais elles font pour l'instant « la sourde oreille ».